

tectrices, le Brésil et la Suisse, ont avancé des propositions tendant à une normalisation de leurs rapports.

L'Organisation des États américains (OEA) a tenu une session extraordinaire en mars 1984 pour élire un nouveau secrétaire général. M. Joao Clemente Baena Soares, du Brésil, a été choisi à l'unanimité pour prendre la place du secrétaire général sortant, M. Alejandro Orfila. À la même session, Saint-Kitts et Nevis ont été admises à l'OEA, ce qui porte à 31 le nombre des membres de l'Organisation.

Le Canada a continué de cultiver ses relations politiques et économiques avec des pays-clés de la région et ces efforts ont été mis en lumière par un certain nombre d'importantes visites ministérielles et parlementaires. La cinquième session de l'Association parlementaire Canada - Mexique et la cinquième réunion du Comité ministériel Canada - Mexique ont eu lieu à Ottawa en 1983. Le ministre de l'Agriculture, M. Whelan, s'est rendu en Colombie, au Venezuela, en Jamaïque, à Cuba et au Mexique afin d'encourager une coopération bilatérale dans le secteur agro-alimentaire et d'avoir des consultations avec ses homologues étrangers en tant que président du Conseil mondial de l'alimentation. La session inaugurale du Comité consultatif Canada - Venezuela, organisme qui vient d'être créé, a eu lieu à Caracas en mai 1983. La première réunion du Comité consultatif des affaires politiques Canada - Brésil a été inaugurée à Brasilia, en novembre 1983, par le ministre d'État aux Affaires extérieures et le ministre brésilien aux Affaires étrangères. Le ministre d'État aux Affaires extérieures s'est également rendu en Colombie pour des consultations politiques, et le ministre des Affaires étrangères de Colombie est venu à Ottawa en février 1984. À la fin de l'année financière, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se préparait à effectuer une visite dans trois pays de l'Amérique centrale et en Colombie pour faire l'étude de la situation en Amérique centrale et poursuivre ses consultations avec un membre-clé du Groupe Contadora, qui regroupe, outre la Colombie, le Venezuela, le Mexique et Panama.

### **Antilles et Amérique centrale**

La plupart des pays des Antilles ont continué de faire face à des difficultés économiques causées par la récession internationale. La stabilisation des prix du marché mondial pour des exportations-clés comme la bauxite, la banane et le sucre a été neutralisée dans ses effets par une faible demande à l'égard de ses produits, ce qui a limité les recettes d'exportation. Les recettes du tourisme ont baissé et il a fallu procéder à d'importantes réductions des prix pour soutenir l'industrie touristique. En dépit de l'amélioration légère que l'économie mondiale semble avoir connue en 1983, les répercussions sur les économies des divers pays des Antilles ont été très inégales et, dans bien des cas, l'année 1983 peut même avoir été pire que la précédente. La stabilité de la plupart des gouvernements antillais et les préparatifs dans lesquels se sont lancés beaucoup d'entre eux, il y a plusieurs années, pour s'adapter à la nouvelle conjoncture ont mitigé les effets les plus néfastes de la situation économique internationale. À la différence des économies de l'Amérique latine, la plupart des pays des Antilles n'avaient pas un lourd fardeau de dettes auprès de banques commerciales. Certain d'entre eux, toutefois, sont demeurés aux prises avec d'importants problèmes de liquidités internationales.

La communauté des pays antillais du Commonwealth a fait face à de graves tensions politiques en 1983 lorsque la Barbade, la Jamaïque, et certains des membres de l'Organisation des États des Antilles orientales se sont joints aux États-Unis lors de l'invasion militaire lancée contre l'un des leurs, la Grenade. Cette action suivait le renversement et le meurtre ultérieur de l'ancien leader grenadin, M. Maurice Bishop.

De concert avec beaucoup d'autres pays, le Canada a mis en doute la légalité et la nécessité de l'intervention militaire. Il s'est efforcé, toutefois, d'aider les États de la région à surmonter les effets perturbateurs des événements de la Grenade et à poursuivre les tâches urgentes du développement économique et social.

En janvier, le ministre d'État aux Relations internationales s'est rendu à Sainte-Lucie, à la Barbade et à la Trinité-et-Tobago pour se faire directement une idée des conséquences de l'intervention à la Grenade et déterminer comment les dirigeants antillais conçoivent le rôle que le Canada pourrait jouer le plus efficacement dans cette île et dans la région en général. Une visite ultérieure, à la Grenade et à la Barbade, d'une équipe interministérielle de fonctionnaires a entraîné des décisions concernant de nouvelles initiatives d'aide pour la reconstruction économique de la Grenade, ainsi que des propositions d'aide policière afin de réorganiser les services de police grenadins et de faciliter le retrait complet des troupes américaines et antillaises.

Un certain nombre de pays se trouvaient devant la perspective d'élections en 1983-1984 et, le 19 septembre 1983, l'ancien État associé de Saint-Kitts et Nevis a abaissé le pavillon britannique pour la dernière fois, la nouvelle fédération de Saint-Kitts et Nevis accédant à l'indépendance complète. Le ministre des Approvisionnements et Services était à la tête de la délégation canadienne aux cérémonies de l'indépendance. En Jamaïque, le parti de l'opposition ayant refusé de contester l'élection générale, le parti travailliste jamaïcain a été quasiment porté au pouvoir par acclamation, et l'opposition a concentré son rôle en dehors du Parlement. Les élections à Antigua et à Barbuda ont confirmé dans ses fonctions le gouvernement du premier ministre, M. Vere Bird, pour un autre mandat. À Anguilla, toutefois, l'ancien chef des ministres, M. Ronald Webster, a été déplacé par les électeurs en faveur de M. Emile Gumbs. Une équipe officielle d'observateurs canadiens a été témoin de la phase initiale des élections au Salvador en mars. Le gouvernement du Nicaragua a annoncé en février 1984 que des élections à la présidence et à une assemblée législative auraient lieu en novembre.

Les tensions sont demeurées fortes en Amérique centrale. Toutefois, le Groupe Contadora et les cinq pays de l'Amérique centrale ont procédé à des réaménagements de modalités en vue de faciliter une solution pacifique aux difficultés que rencontre cette région du monde. Un plan régional pour la paix a été présenté dans ses grandes lignes à la réunion de septembre 1983 du Groupe Contadora, où une série d'objectifs comportant 21 points a été formulée et acceptée. Le processus a connu un nouvel élan en janvier 1984 lorsque trois commissions de travail, composées chacune de représentants du Groupe Contadora et des cinq pays de l'Amérique centrale, ont été établies dans les domaines de la sécurité et des affaires politiques et socio-économiques.

Le gouvernement canadien a pleinement appuyé le travail des pays du Groupe Contadora. En février 1984, le gouverne-